

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.718/4
DU 23 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 2 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant des modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans les articles 9^{ter}, § 2, alinéa 2, 10, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, 12, alinéa 3, 19, alinéa 3, et 20, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il convient dès lors d'adapter l'alinéa 1^{er} du préambule.

2. Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 15, il convient également de viser dans le préambule l'article 78 de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Dispositif

Article 2

L'article 2 est lacunaire. En effet, s'il prévoit un appel aux candidats experts, il ne détermine nullement les modalités de cet appel : s'agit-il d'un appel fait au public en général ? Quelle forme revêt-il ? Quel est le délai dans lequel les candidatures doivent-elles être rentrées ? etc.

Article 3

1. La subdélégation au profit du délégué du ministre est excessive, compte tenu qu'elle va restreindre dans une mesure appréciable le pouvoir du Roi de désigner les experts conformément à l'article 9^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

2. La seconde phrase du paragraphe 1^{er} doit être supprimée car elle est inutile. Il ne convient pas, en effet, de rappeler dans un arrêté l'obligation qui incombe à l'autorité administrative de respecter la législation linguistique.

Article 4

Le paragraphe 1^{er} prévoit l'établissement par la voie réglementaire par le ministre de la liste des disciplines médicales dans lesquelles il peut être fait appel à des médecins experts. Une telle dérogation n'est pas compatible avec l'article 9^{ter}, § 2, précité, dans la mesure où elle empiète excessivement sur le pouvoir qui y est attribué au Roi.

Article 5

1. Aux paragraphes 1^{er} et 4, il y a lieu d'utiliser le terme "mission" au lieu du terme "mandat", comme c'est du reste le cas dans la version néerlandaise.

2. Au paragraphe 4, il faut remplacer les mots "à l'alinéa précédent" par les mots "au paragraphe précédent".

Au même paragraphe 4, il y a lieu de prévoir qu'il est mis fin à la mission plutôt que d'utiliser le terme impropre "annulé".

Article 7

Au paragraphe 1^{er}, la seconde phrase devrait être introduite comme suit :

"La demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :
[...]."

En outre, au 1/, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'une copie du passeport national ou de la carte d'identité et il y a lieu d'ajouter un 3/ rédigé comme suit :

"3/ tout autre renseignement ou pièce utile concernant sa maladie".

Article 11

L'article 11 prévoit comme critère établissant la stabilité de la relation existante entre les partenaires visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5/, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, l'engagement de prise en charge par la personne qui crée un droit au regroupement familial de son ou de sa partenaire pendant une période de trois ans. Ceci va à l'encontre dudit article 10 et singulièrement de son paragraphe 2, alinéa 2, qui prévoit exclusivement l'existence d'un logement suffisant et d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique. De plus, il ressort clairement de la lecture combinée des alinéas 2 et 3 du même paragraphe que l'obligation, pour l'étranger rejoint, d'apporter la preuve de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants n'existe, dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4/ à 7/, que dans celui prévu au 6/, les mots "en outre" étant à cet égard décisifs.

Titre IV et article 12

Dans l'intitulé du titre IV, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de l'exécution de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi, et à l'article 12, il convient de remplacer les tirets par 1/, 2/, 3/, etc.

Article 15

L'arrêté en projet tend à fixer les modalités d'exécution rendues nécessaires à la suite de certaines modifications apportées par la loi précitée du 15 septembre 2006.

Selon l'article 78 de la loi du 15 septembre 2006 précitée, les dispositions de la loi "entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi et au plus tard le premier jour du treizième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge". Cette loi ayant été publiée au Moniteur belge le 6 octobre 2006, elle entre dès lors en vigueur au plus tard le 1^{er} novembre 2007.

Il y a donc lieu de faire entrer en vigueur au même moment les dispositions légales qui constituent le fondement juridique du projet, à savoir les articles 5, 6, 12 et 17 de la loi du 15 septembre 2006 précitée (insérant l'article 9^{ter} et modifiant les articles 10, 13 et 20 de la loi du 15 décembre 1980 précitée), celles auxquelles il est fait référence dans le projet, de même que celles qui sont directement liées aux dispositions en projet. L'article 15 du projet doit dès lors être modifié.

En outre, il importe de veiller à ce que les divers arrêtés d'exécution ⁽¹⁾ de la loi du 15 septembre 2006 précitée qui prévoient des dates de mise en vigueur des diverses dispositions de cette loi le fassent de manière cohérente. Il convient en effet d'éviter que plusieurs dates d'entrée en vigueur ne soient fixées pour une même disposition légale.

Observations finales

1. Il y a lieu de remplacer les mots "jours calendrier" par le mot "jours".

⁽¹⁾ Voir notamment l'avis 42.564/4, donné le 18 avril 2007, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'avis 42.674/4, donné le 23 avril 2007, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire.

2. La brièveté du projet d'arrêté, qui ne compte que seize articles, ne justifie pas qu'on le divise en six titres dont le deuxième est subdivisé en trois chapitres; la division en six chapitres suffit amplement.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.718/4
VAN 23 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Het ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 9^{ter}, § 2, tweede lid, 10, § 1, derde en vierde lid, 12, derde lid, 19, derde lid, en 20, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg worden aangepast.

2. Gelet op de opmerking gemaakt onder artikel 15, moet in de aanhef eveneens worden verwezen naar artikel 78 van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Dispositief

Artikel 2

Artikel 2 is onvolledig. Het voorziet immers in een oproep tot kandidaat-deskundigen, maar het bepaalt geenszins de nadere regels betreffende die oproep : betreft het een oproep tot het publiek in het algemeen? In welke vorm heeft die oproep plaats? Binnen welke termijn moeten de kandidaturen ingediend zijn? enz.

.../...

Artikel 3

1. De subdelegatie verleend aan de gemachtigde van de minister is buitensporig, gelet op het feit dat ze de bevoegdheid van de Koning om de deskundigen aan te stellen overeenkomstig artikel 9ter, § 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 15 december 1980 aanzienlijk zal inperken.

2. De tweede zin van paragraaf 1 moet vervallen omdat die zin overbodig is. Er is immers geen grond om in een besluit te herinneren aan de verplichting opgelegd aan de administratieve overheid om de taalwetgeving in acht te nemen.

Artikel 4

Paragraaf 1 bepaalt dat de lijst met de medische disciplines waaruit artsen-deskundigen kunnen worden gekozen, door de minister wordt opgemaakt bij wege van een verordening. Een zodanige afwijking is niet verenigbaar met het voornoemde artikel 9ter, § 2, in zoverre ze in buitensporige mate inbreuk maakt op op de bevoegdheid die daarin wordt verleend aan de Koning.

Artikel 5

1. In de Franse lezing van de paragrafen 1 en 4 moet naar analogie van de Nederlandse tekst de term "mission" worden gebruikt in plaats van de term "mandat".

2. In paragraaf 4 moeten de woorden "het vorige lid" vervangen worden door de woorden "de vorige paragraaf".

In diezelfde paragraaf 4 moet, in plaats dat de ongeschikte term "annuleren" wordt gebruikt, veeleer geschreven worden dat een eind wordt gemaakt aan de opdracht.

Artikel 7

In paragraaf 1 moet de tweede zin aanvangen met de volgende woorden :

"De aanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :
[...].".

Bovendien moet in punt 1/ worden gepreciseerd dat het een kopie betreft van het nationaal paspoort of van de identiteitskaart, en moet een punt 3/ worden toegevoegd, luidende :

"3/ enige andere dienstige informatie of enig ander dienstig stuk met betrekking tot zijn ziekte".

Artikel 11

Artikel 11 neemt als criterium voor het stabiele karakter kunnen aantonen van de relatie tussen de partners bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5/, van de voornoemde wet van 15 december 1980, de verbintenis tot tenlasteneming, gedurende een periode van drie jaar, door de persoon die een recht op gezinshereniging met zijn partner doet ontstaan. Dit druist in tegen het genoemde artikel 10, inzonderheid tegen paragraaf 2, tweede lid, ervan, dat uitsluitend het beschikken over voldoende huisvesting vermeldt, alsmede een ziektekostenverzekering die de risico's in België dekt. Bovendien volgt duidelijk uit de gezamenlijke lezing van het tweede en het derde lid van diezelfde paragraaf dat de verplichting voor de vreemdeling "die vervoegd wordt" om het bewijs te leveren dat hij beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen, in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4/ tot 7/, alleen geldt in de situatie omschreven in punt 6/, daar de woorden "en outre" in de Franse lezing van die bepaling in dat verband beslissend zijn.

Titel IV en artikel 12

In het opschrift van titel IV moet worden gepreciseerd dat het de uitvoering betreft van artikel 10, § 1, derde lid, van de wet, en in artikel 12 moeten de streepjes worden vervangen door een onderverdeling in 1/, 2/, 3/, enz.

Artikel 15

Het ontworpen besluit strekt ertoe de nadere regels van uitvoering te bepalen die nodig zijn geworden als gevolg van sommige wijzigingen aangebracht bij de voormelde wet van 15 september 2006.

Volgens artikel 78 van de voormelde wet van 15 september 2006 treden de bepalingen van de wet "in werking op de door de Koning te bepalen data en uiterlijk op de eerste dag van de dertiende maand na die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt". Aangezien deze wet op 6 oktober 2006 in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, treedt ze dus uiterlijk op 1 november 2007 in werking.

De wetsbepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen, te weten de artikelen 5, 6, 12 en 17 van de voormelde wet van 15 september 2006 (waarbij artikel 9ter wordt ingevoegd en de artikelen 10, 13 en 20 van de voormelde wet van 15 december 1980 worden gewijzigd), de wetsbepalingen waarnaar wordt verwezen in het ontwerp en die welke rechtstreeks verband houden met de ontworpen bepalingen dienen derhalve op hetzelfde tijdstip in werking te treden. Bijgevolg moet artikel 15 van het ontwerp worden gewijzigd.

Bovendien moet erop worden toegezien dat de verschillende besluiten tot uitvoering ⁽¹⁾ van de voormelde wet van 15 september 2006, waarin data worden

⁽¹⁾ Zie inzonderheid advies 42.564/4, op 18 april 2007 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en advies 42.674/4, op 23 april 2007 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren.

vastgesteld voor de inwerkingstelling van de verschillende bepalingen van deze wet, dat coherent doen. Men dient immers te voorkomen dat verscheidene data van inwerkingtreding worden vastgesteld voor eenzelfde wetsbepaling.

Slotopmerkingen

1. Het woord "kalenderdagen" moet worden vervangen door het woord "dagen".

2. De beknoptheid van het ontwerpbesluit, dat slechts zestien artikelen telt, rechtvaardigt niet dat het in zes titels wordt onderverdeeld, waarvan titel II op zijn beurt drie hoofdstukken bevat; een verdeling in zes hoofdstukken volstaat ruimschoots.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN